

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICOTY ATLANTIQUE SERVICES

45 RUE DE BETHENCOURT

--

17000 La Rochelle

Références : FF/Ubd 24-47/007/2026
Code AIOT : 0005200089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement PICOTY ATLANTIQUE SERVICES implanté 1 Rue de Fontaine -- 24340 Mareuil en Périgord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 22 mai 2025 et au changement d'exploitant du 16 décembre 2025, le nouvel exploitant a souhaité une rencontre afin de clarifier certains points. Il a été entre autre confirmé à l'exploitant que l'arrêté du 20 avril 2005, concernant notamment la rubrique 4734, ne s'appliquait pas à son installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICOTY ATLANTIQUE SERVICES
- 1 Rue de Fontaine – 24340 Mareuil en Périgord
- Code AIOT : 0005200089
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Picoty Energies exploite, sur la commune de Mareuil-en-Périgord, une installation de stockage et de distribution de carburants et de combustibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.5.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.7. a)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.9.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Risques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.3.	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.3.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	20 jours
8	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Air, odeurs	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 6.2.	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exploitation, entretien	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 3.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.2.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Eau	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Stockages en réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.1.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Stockages en réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.7.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	Situation administrative - Classement ICPE rubrique 1435	Décret du 19/05/2016, article 2016-630	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
15	Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouvel exploitant a découvert la situation de l'établissement fin 2025, des mesures ont cependant été prises rapidement pour commencer à répondre aux demandes de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé que les service du SDIS avaient été consulté concernant l'accessibilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le document du SDIS confirmant qu'il n'y a pas de problème d'accès sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.7. a)
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle des installations électriques émanant de la société DEKRA, datant du 25/10/2025. Les non-conformités signalées auraient été traitées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira la date et un justificatif de remise en conformité de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Retention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, un tour de site a permis à l'exploitant de constater les endroits pouvant poser problème. L'exploitant a annoncé une prise en charge de la recherche de fissures en vue de leur comblement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant dispose de 3 mois pour effectuer les travaux d'étanchéité des surfaces nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Exploitation, entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les programmes ainsi que des feuilles émargements concernant les formations dispensées au personnel sur site, les 27/11 et 18/12/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sous surveillance);

- pour chaque îlot de distribution, un système manuel commandant, en cas d'incident, une alarme optique ou sonore;

- un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident;

- pour chaque îlot de distribution, un extincteur homologué 233 B ; pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé;

- une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre;

- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le dispositif permettant de maintenir à hauteur d'homme et de protéger la couverture anti-feu et le bouton d'alarme avait été installés sur l'îlot de distribution; - que la couverture anti-feu avait été remplacée; - que le système de déclenchement de l'alarme avait été changé et réinstallé; - que le bac d'absorbant avait été réassorti et équipé d'un dispositif d'utilisation. <p>L'exploitant a affirmé avoir rappelé les consignes à l'ensemble de l'équipe sur site et des chauffeurs.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un document (DRPCE) basé sur le rapport GESIP 2004-01 confirmant l'absence de zone ATEX sur le site.</p> <p>Par ailleurs, les cuves ont été équipées de panneaux de signalisation concernant les caractères inflammables et dangereux pour l'environnement des liquides qu'elles contiennent.</p> <p>Un plan a été présenté comprenant une partie des informations sur les risques. Celui-ci sera complété par l'exploitant rapidement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Fournir à l'Inspection des Installations Classées une copie du plan de localisation des risques complété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique, ou éliminés dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides, tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, un document concernant un hydrocurage des réseaux le 01/12/2025 a été présenté. Lors de cette opération, l'exploitant confirme qu'aucun refoulement vers la terrasse de l'habitation voisine n'a été constaté.</p> <p>Le dispositif de récupération des chiffons souillés par les égouttures a été déplacé sur une surface étanche et fermée.</p> <p>Concernant l'avaloir à l'entrée du site, l'exploitant doit prendre une décision sur la méthode à appliquer pour éviter un ruissellement des eaux souillées vers la rue.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose de 20 jours pour choisir la méthode à mettre en place concernant l'avaloir à l'entrée de son site, puis de 60 jours pour la mettre en place. Il informera les services de l'inspection de la solution retenue et de sa mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 20 jours

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Sur demande du préfet ou de l'Inspection des Installations Classées, une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur qu'il était à la recherche d'un laboratoire accrédité pour ces analyses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dispose de 30 jours pour trouver le prestataire et de 2 mois pour fournir les analyses à l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépôtage, de remplissage ou de distribution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le dernier rapport de nettoyage maintenance du séparateur hydrocarbure a été présenté. Il datait du 01/12/2025 et ne présentait pas d'anomalie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Air, odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 6.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure du débit d'odeur est effectuée, notamment à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, selon les méthodes normalisées en vigueur si l'installation fait l'objet de plaintes relatives aux nuisances olfactives. Ces mesures sont réalisées au frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis de la société SOCOTEC pour des mesures du débit d'odeur. Il a affirmé être en prospection auprès d'autres organismes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dispose de 30 jours pour choisir l'organisme qui pratiquera les analyses. Le rapport d'analyse devra parvenir à l'Inspection des Installations Classées sous 3 mois, délai à compter de la réception du présent rapport.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier installation classée
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>- le dossier de déclaration</p> <p>- les plans tenus à jour, y compris le plan des réseaux d'eau internes ; Ces plans font figurer les dates de constructions, notamment des rétentions et des stockages couverts</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans demandés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockages en réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Réservoirs
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs non conformes à la norme NF EN 12285-2 ou à toute norme équivalente [...] sont stratifiés sur toute la surface en contact direct avec le sol avec une continuité de 70 centimètres minimum au-dessus de la ligne de contact avec le sol. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau.</p>

<p>Les réservoirs rivetés sont stratifiés sur toute la surface interne. Le matériau de stratification est compatible avec les produits susceptibles d'être contenus dans le réservoir et avec l'eau.</p> <p>Les réservoirs fixes sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent être déplacés sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux.</p> <p>Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur que les cuves étaient sur berceaux et qu'elles n'étaient donc pas sujettes à la stratification. La norme des cuves est la NF M88-12, cette norme a été remplacée par la NF EN 12285-2. L'installation est donc en règle sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Stockages en réservoirs aériens

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 5.2.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs aériens en contact direct avec le sol sont soumis à une visite interne, à une mesure d'épaisseur sur la surface en contact avec le sol ainsi qu'à un contrôle qualité des soudures, tous les dix ans à partir de la première mise en service, par un organisme compétent. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du contrôle périodique. Pour les réservoirs existants à la date du 31 décembre 2002, le premier contrôle est réalisé avant le 31 décembre 2012.</p> <p>Les réservoirs aériens font l'objet d'un suivi par l'exploitant du volume de produit présent dans le réservoir par jauge manuelle ou électronique à une fréquence régulière n'excédant pas une semaine.</p> <p>Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cuves étant sur berceaux elle ne sont pas en contact direct avec le sol.</p>

Une jauge électronique permet de connaître le volume de produit présent. Ce suivi est informatisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Situation administrative - Classement ICPE rubrique 1435

Référence réglementaire : Décret du 19/05/2016, article 2016-630

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Rubrique 1435 - Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs :

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	Classement
1. Supérieur à 20 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Déclaration avec contrôle périodique

Constats :

La station-service est composée d'une unique pompe ne délivrant que du gasoil. Elle est exploitée sous surveillance, elle est à l'intérieur de l'installation qui est fermée et inaccessible hors période d'ouverture.

Les volumes distribués sont inférieur à 500m³ par an (150m³ en 2023, 175 en 2024). L'installation n'est donc pas soumise à classement pour la rubrique 1435.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site est maintenu propre et régulièrement nettoyé, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

Constats :

Les cuvettes ont été inspectées et nettoyées, les traces de fiouls ont été retirées et des précautions ont été prises afin d'éviter l'épandage accidentel en dehors des surfaces imperméabilisées (déplacement de la cuve de stockage des chiffons notamment).

Type de suites proposées : Sans suite
